

Retraite méritée pour Angela Merkel



Des élections législatives ont été organisées [fin septembre 2021] en Allemagne. Les résultats serrés ouvrent la voie à des négociations à l'issue desquelles un nouveau chancelier sera élu, en remplacement d'Angela Merkel. Il prendra la tête de la première économie européenne, dont le modèle économique présente des caractéristiques uniques.

L'actualité

Les électeurs allemands ont voté dimanche pour renouveler le Bundestag, la chambre basse du Parlement, où siègent les députés. Le parti social-démocrate SPD (centre gauche) est arrivé de peu en tête (25,7 % des voix), devant les partis conservateurs alliés CDU et CSU (24,1 %). Les principaux candidats à la chancellerie sont le ministre des Finances, Olaf Scholz, membre du SPD, et le président de la CDU, Armin Laschet, soutenu par la chancelière, Angela Merkel. Ils proposent tous deux de faire de l'Allemagne une nation industrielle neutre sur le plan climatique. Si le premier défend une hausse des impôts pour les particuliers les plus riches et les entreprises, le second promet la stabilité fiscale.

D'un point de vue économique, l'Allemagne a mieux résisté aux effets de la pandémie de Covid-19 que la France : son PIB (la production totale de biens et services) a reculé de 4,6 % en 2020, contre 7,9 % en France. Cependant, la première puissance économique européenne en termes de PIB avait montré en 2019 des signes d'essoufflement : sa croissance avait été de 1,1 %, contre 1,8 % pour l'UE et la France, selon l'institut européen de statistiques Eurostat.

L'ordolibéralisme

L'Allemagne a bâti son modèle économique à partir de l'ordolibéralisme. Ce courant de pensée a été créé dans les années 1930 par des économistes, des juristes et des sociologues de l'Université de Fribourg-en-Brigau, dans le sud-ouest de l'Allemagne. Il s'est construit en réponse à la crise de 1929 qui est apparue aux États-Unis avec la chute spectaculaire des cours de la bourse de New York avant de se propager dès 1930 en Europe.

L'ordolibéralisme attribue deux missions à l'État : celle de limiter le déficit public et l'endettement et celle de garantir une concurrence libre et non faussée aux entreprises. Ce modèle s'oppose à celui défendu par l'école keynésienne, issue de la pensée de l'économiste britannique John Maynard Keynes (1883-1946). Cette dernière préconise une intervention forte de l'État dans l'économie. Par exemple, l'État est censé stimuler l'activité en période de crise en finançant, à travers l'endettement, de grands programmes d'investissement.

Le Mittelstand

Le modèle allemand fonctionne grâce au Mittelstand, « **un tissu nombreux et dense d'entreprises compétitives** », analysait en 2012 la Fondation Robert Schuman, un cercle de réflexion franco-belge. Le capital des entreprises du Mittelstand est majoritairement détenu « par des familles-entrepreneurs qui se refinancent au niveau local et régional par le biais des caisses d'épargne », précisait l'économiste Ernst Stetter dans un article publié en février. **Davantage préservées des intérêts d'actionnaires extérieurs, elles peuvent construire des stratégies de long terme, fondées sur la qualité des produits.**

Ces entreprises sont très présentes dans le secteur industriel, en particulier les biens d'équipement. L'industrie représentait en 2020 plus de 26 % du PIB de l'Allemagne, contre 16 % en France, selon la Banque mondiale, un organisme de financement du développement. L'économie allemande est ouverte sur le monde : elle était en 2019 le troisième exportateur et importateur mondial, selon l'Organisation mondiale du commerce, une institution de régulation des échanges internationaux.

En 2020, l'Allemagne avait un PIB annuel par habitant de 45 724 dollars (l'équivalent de 39 197 euros selon le taux de change en vigueur ce mercredi), contre 38 625 dollars (33 105 euros) pour la France, selon la Banque mondiale. Par le PIB, l'Allemagne est la quatrième puissance économique mondiale, derrière les États-Unis, la Chine et le Japon. Cependant, lorsque ce PIB est ramené au nombre d'habitants, l'Allemagne est devancée par de nombreux pays tels que l'Autriche, l'Australie ou l'Irlande

Les réformes Schröder

En 2003, le chancelier Gerhard Schröder (SPD) lance une série de réformes sous le nom d'Agenda 2010. L'Allemagne a alors un taux de chômage et un déficit public élevés – respectivement 8,8 % et 3,9 % en 2002, selon Eurostat. **L'Agenda 2010 prévoit une plus faible revalorisation des pensions de retraites, une plus forte participation des patients pour leurs dépenses de santé et de nombreuses mesures concernant le marché du travail.** Dès le quatrième mois de chômage, les demandeurs d'emploi sont par exemple tenus d'accepter toute offre dont la rémunération est jusqu'à 30 % inférieure à leur précédent salaire.

En parallèle, des accords sont conclus dans les entreprises. Ils prévoient une modération des salaires en contrepartie d'un maintien des emplois. Ces mesures ont permis de restaurer la compétitivité du pays, mais ont également accentué ses « fragilités », analysait en 2012 Rexecode, un centre privé de recherche en économie, en particulier les inégalités. **En 2019, près de 74 % des chômeurs étaient pauvres en Allemagne contre près de 37 % en France, selon Eurostat.**

Les difficultés actuelles

Les difficultés auxquelles l'Allemagne est actuellement confrontée sont directement liées à son modèle. Sa grande ouverture internationale peut soulever des risques : **chaque crise qui se traduit par une baisse de la demande chez l'un de ses partenaires, en particulier la Chine, les États-Unis ou les pays de l'UE, ralentit les exportations de son secteur industriel et donc sa croissance.**

La mauvaise qualité des infrastructures liée à la faiblesse de l'investissement public est une seconde fragilité, soulignait en septembre l'économiste Moritz Schularick dans Le Monde. Adopté en 2009, un dispositif appelé « frein à l'endettement » prévoit que les régions (Länder) ne puissent connaître un déficit structurel (hors effets de la conjoncture). **Il prévoit également que le déficit de l'État fédéral n'excède pas 0,35 % du PIB par an, sauf en cas de situation exceptionnelle telle que la pandémie de Covid-19.** Dans une étude publiée en 2019, l'institut de recherche économique privé allemand IW estimait nécessaire de mobiliser en 10 ans au moins 450 milliards d'euros supplémentaires afin de réduire le retard d'investissement dans des infrastructures telles que les routes, les voies ferrées, les réseaux de télécommunication et les écoles.

Pour aller plus loin

PLONGEE DANS LE MITTELSTAND

La chercheuse en économie Petra Bleuel a publié en 2018 dans la Revue d'économie industrielle, une publication française, une étude sur le Mittelstand. **Elle présente les spécificités et les forces de ces entreprises particulières** dont le modèle tranche avec celui des entreprises américaines.

→ Lire l'étude.

CHANGER DE MODELE

Dans un article publié en février sur le site de la Fondation Jean Jaurès, une fondation politique proche du Parti socialiste, l'économiste Ernst Stetter **estime que le renouveau de l'économie allemande sera le défi majeur du prochain gouvernement fédéral.**

→ Lire son analyse.

Source : d'après <https://www.brief.eco/>